

*Questions orales*

**L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, je signale à mon honorable collègue, à ses électeurs et à tous les employés visés que nous avons l'intention de mettre le projet de loi en délibération sous sa forme actuelle au début de l'automne.

\* \* \*

### LE SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ

LE RAPPORT DU COMITÉ DE SURVEILLANCE—L'INFILTRATION D'ORGANISMES BÉNÉVOLES PAR DES ESPIONS DE L'ÉTRANGER

**M. John Nunziata (York-Sud—Weston):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre et porte sur le rapport annuel du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité qui a été déposé à la Chambre hier.

Le rapport confirme que des espions de pays hostiles ont infiltré certains organismes bénévoles du Canada et que ces organismes reçoivent une importante aide financière de gouvernements hostiles. Le premier ministre peut-il dire quels organismes canadiens ont été infiltrés et lesquels reçoivent une aide financière de gouvernements hostiles? Le premier ministre ne convient-il pas que les Canadiens qui appartiennent à ces organismes en toute innocence ont le droit de savoir ce qu'il en est, comme tous les Canadiens d'ailleurs?

**L'hon. James Kelleher (solliciteur général du Canada):** Monsieur le Président, j'ignore quel rapport le député a lu, mais cela n'est certes pas dans le rapport que je connais.

Je peux dire au député, comme je l'ai bien précisé à la Chambre hier, que le SCRS n'a pas d'autres activités que celles que lui confère son mandat aux termes de l'article 2 de la loi. Si le député a des preuves du contraire, je lui demande de me les fournir.

ON DEMANDE DE NOMMER DES ORGANISMES BÉNÉVOLES

**M. John Nunziata (York-Sud—Weston):** Monsieur le Président, de toute évidence, le ministre n'a pas lu le rapport. Cela figure à la page 30 du rapport. Je peux citer le passage au solliciteur général.

**M. Marchi:** Lisez lentement.

**M. Nunziata:** «Nous avons appris lors de séances d'information du SCRS que des services de renseignement de pays hostiles ont effectivement infiltré certains organismes et que l'on a décelé un important apport financier en provenance de sources étrangères».

Le solliciteur général vient de nous montrer son ignorance crasse et son indifférence quant à ses responsabilités ministérielles. Je prie le premier ministre de dire immédiatement aux Canadiens quels organismes bénévoles du Canada ont été infiltrés par des espions de pays hostiles. Ne reconnaît-il pas que les Canadiens ont le droit de savoir quels organismes ont été infiltrés par des gouvernements hostiles?

• (1500)

**L'hon. James Kelleher (solliciteur général du Canada):** Monsieur le Président, nous avons reçu le rapport annuel du CSARS, qui fournit un service très utile au gouvernement et qui est là pour cela. Nous examinons toutes les allégations qui ont été faites. Comme je l'ai déjà dit au député, un comité de surveillance a été créé pour faire enquête sur ces allégations, voir si elles sont fondées et recommander des mesures s'il y a lieu.

\* \* \*

### LES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

LES MARCHÉS D'IMPRIMERIE DANS LES RÉGIONS

**M. Don Ravis (Saskatoon-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Approvisionnement et Services. Les imprimeurs de la Saskatchewan, de l'Ouest en général et même des Maritimes s'inquiètent du peu d'importance des marchés d'imprimerie du gouvernement fédéral dans leurs régions. Le ministre peut-il dire à la Chambre s'il y a eu progrès à cet égard?

**L'hon. Stewart McInnes (ministre des Travaux publics):** Monsieur le Président, je suis persuadé que les efforts de régionalisation des travaux d'imprimerie et des marchés publics en général octroyés par la ministre des Approvisionnement et Services méritent toutes nos félicitations. A ce chapitre, elle a demandé et même exigé que l'impression et la diffusion de tous les feuillets mensuels des députés soient confiées à des entreprises des régions. Je me fais un plaisir d'apprendre au député qu'un marché d'imprimerie très important pour l'Ouest a été adjugé à la société Mid-West Litho...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. McInnes:** ... et qu'on évalue à 10 millions de dollars les marchés d'imprimerie qui seront confiés aux régions cette année.

\* \* \*

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE VIOL PRÉSUMÉ D'UNE FEMME DE VICTORIA PAR UN MARIN AMÉRICAIN

**Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Les Canadiens sont scandalisés parce que d'abord, un marin américain qui aurait violé une femme de Victoria ait pu éviter l'arrestation en embarquant sur son navire et que deuxièmement, les dirigeants militaires américains et canadiens aient déclaré hier que si le crime avait été plus grave, par exemple un meurtre, le présumé coupable aurait pu être remis aux autorités canadiennes. Le ministre est-il d'avis qu'un viol présumé n'est pas un délit assez grave pour arrêter un violeur présumé?